

# Guy Ryder, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

Interview réalisée par le magazine de l'Internationale de l'éducation (juin 2002)

## “Nous devons faire passer plus efficacement notre message à notre base”

Agé de 45 ans, Guy Ryder est né à Liverpool, au Royaume-Uni. Assistant au département international de la Centrale des syndicats britanniques (Trade Unions Congress, TUC) de 1981 à 1985, il a ensuite travaillé à la Fédération internationale des employés, techniciens et cadres (FIET), basée à Genève, de 1985 à 1988. De 1988 à 1998, il a été directeur adjoint puis directeur du bureau de Genève de la CISL. Parallèlement, il fut élu secrétaire du groupe des travailleurs du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) en 1993-1996 et en 1996-1998, puis secrétaire du groupe des travailleurs de la Conférence internationale du travail en 1994-1998. A partir de 1998, il a travaillé au BIT comme directeur du bureau des activités pour les travailleurs et a été nommé directeur de cabinet du directeur général de l'OIT, Juan Somavia, en mars 1999. Il a été nommé Secrétaire général faisant fonction de la CISL le 21 novembre 2001 pour remplacer Bill Jordan, qui a pris sa retraite.

*Internationale de l'éducation : Vous êtes syndicaliste depuis longtemps. Comment décririez-vous le climat mondial actuel; est-il pro syndical ou pas du tout?*

Je vous dirais qu'au cours de mes vingt ans de syndicalisme, le climat mondial n'a jamais été "amical" vis-à-vis des syndicats. Il y a toujours eu des difficultés majeures et elles persistent. Mais la nature des problèmes a changé depuis la fin de la Guerre froide et l'ère de la mondialisation.

Aujourd'hui, la syndicalisation est rendue difficile à cause de nombreux facteurs liés à la mondialisation. Les syndicats sont toujours confrontés au fait que là où les syndicalistes s'organisent efficacement et obtiennent des avantages, le capital est roi et les entreprises sont libres d'aller ailleurs pour éviter ces acquis. Je pense qu'on exagère parfois la menace de la mobilité du capital, mais elle peut être réelle.

Ce qui est plus problématique, c'est que le processus de mondialisation accroît la concurrence entre les employeurs, qui utilisent la main d'œuvre comme facteur de compétitivité. En fin de compte, les pressions concurrentielles pèsent directement sur les travailleurs et leurs syndicats. Dans ce sens-là, le marché du travail est hostile quand l'économie se mondialise.

De plus, il se fragmente. Regardez le développement de l'économie "informelle" – tous ces travailleurs non protégés et non reconnus à qui on dénie les droits et les conditions de travail les plus fondamentaux.

De plus, trop de gouvernements pensent encore que les syndicats constituent un obstacle à la performance économique. Il est regrettable qu'ils soient encouragés à penser ainsi par certaines organisations internationales, dans le contexte des processus d'ajustements structurels.

Ça c'est le côté sombre... Maintenant, l'aspect plus optimiste, c'est qu'il y a une réaction contre le "consensus de Washington". Les gens prennent conscience du fait que les politiques et

les attitudes que je viens de décrire ne sont pas favorables aux travailleurs, à la société, ni pour l'avenir en général.

*IE: Comment le mouvement "Global Unions" se positionne-t-il par rapport aux anti-mondialistes?*

Je répondrai par un exemple: en janvier, les Global Unions – et votre Secrétaire général Fred van Leeuwen (N.D.L.R.: Secrétaire général de l'Internationale de l'éducation) en était – se sont rendus au Forum économique mondial à New York, et en même temps, nous avons été à Porto Alegre pour le Forum social mondial. Notre message aux deux réunions était unique: nous réclamions la mondialisation de la justice sociale.

Le mouvement syndical doit dépasser la dichotomie «pour/contre» la mondialisation et esquisser une mondialisation qui profite aux travailleurs et à la société et qui soit plus équitable et mieux adaptée socialement.

Le mouvement syndical a son propre ordre du jour et cherche des partenaires pour y contribuer. Il pourrait les trouver parmi les anti-mondialistes, mais nous devons aussi parler aux gouvernements, aux organisations internationales et aux employeurs impliqués dans le processus de mondialisation. Donc notre position est plus complexe qu'un simple «oui/non».

*IE: Les syndicats sont parfois frileux devant les partenariats avec les ONG...*

Il y a une chose qui distingue les syndicats de beaucoup d'autres ONG: les syndicats ont des processus stricts d'affiliation et de prise de décisions, ce qui nous permet de dire très clairement "Nous représentons des membres", "Nous représentons des travailleurs". Ce qui nous donne une légitimité sans pareille lorsque nous abordons toute question économique ou sociale. Lorsque l'IE se fait entendre, elle exprime le point de vue de 25 millions d'enseignants. En général, les ONG – ceci n'est pas une critique,

# Éral nternationale dicats libres (CISL)



c'est juste une observation – ne peuvent pas prétendre représenter des gens comme un syndicat peut le faire. Si on garde cette distinction à l'esprit, certaines des réticences des syndicats concernant la collaboration avec des ONG peuvent disparaître. Pour conclure, je pense que les syndicats devraient travailler en partenariat plus étroit et plus dynamique avec les ONG.

## Normes internationales et justice sociale

*IE: L'actualité a montré que les réalisations de certaines agences intergouvernementales manquaient de cohérence. Certains disent qu'il y a une hiérarchie des normes internationales, les normes économiques étant plus importantes que les normes sociales ou environnementales. Comment les syndicats peuvent-ils remédier à cette situation et aider l'OIT à se renforcer?*

Je pense que l'OIT s'aide elle-même. Ces quatre/cinq dernières années, l'OIT est passée d'une position plutôt marginalisée dans le débat politique international à une position beaucoup plus forte. Mais il reste du chemin à parcourir. Le syndicalisme international a tout intérêt à ce que l'OIT continue dans cette voie. On peut aider l'OIT, lui attribuant la place et le potentiel qui lui appartiennent et encourager d'autres à en faire autant. L'OIT est une organisation clé dans le système international pour les questions sociales, et son potentiel n'est pas pleinement exploité. Nous avons essayé de faire en sorte que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reconnaisse ses responsabilités au niveau social. Avec raison aussi, nous avons beaucoup mis en cause le FMI et la Banque mondiale pour leurs politiques et leur impact sur les travailleurs.

Il existe maintenant une réelle opportunité de rassembler toutes ces organisations qui ont eu tendance à travailler

chacune dans leur coin, avec pour résultat une incohérence certaine. L'OIT a un rôle de pivot à jouer pour rendre le système international cohérent. Sa commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation peut contribuer à impliquer les organisations internationales dans une approche plus systématique des buts sociaux établis lors du Sommet du Millénaire de l'ONU. De nos jours, de plus en plus de gens comprennent que si on n'aborde pas les problèmes que traite l'OIT, l'approche de la mondialisation restera incohérente et incomplète.

## Représentativité

*IE: La « révision du Millénaire » entamée par la CISL a retenu comme priorité le recrutement des jeunes. Pensez-vous que l'éducation d'aujourd'hui prépare les jeunes aux réalités sociales?*

Le but de notre campagne pour les jeunes est de leur montrer que les syndicats ont du sens pour eux, qu'on peut y être actif. Trop souvent, le jeune travailleur s'imagine que les syndicats sont gérés par des personnes plus âgées qui y défendent leurs propres intérêts.

Je suis d'accord avec vous: la plupart des étudiants qui entrent sur le marché de l'emploi n'ont aucune idée, aucune expérience, aucun contact avec les syndicats, ou alors très peu. La transition entre l'école et le travail se fait différemment et le premier contact avec les syndicats devient de plus en plus difficile. Avant le jeune travailleur entrait dans une grosse entreprise ou dans des charbonnages ou des mines, et le syndicat était là, mais aujourd'hui, les gens travaillent dans des unités de travail plus petites où la représentation syndicale est rendue difficile. Les activités informelles sont également davantage répandues.

Je crois qu'il est très important de préparer les élèves au travail, et je ne parle pas simplement de la formation

professionnelle mais de tous les aspects sociaux du travail. Je ne connais aucune école ou université dont le programme traite sérieusement de ces sujets. Nous devons vraiment faire des efforts à ce niveau. Les syndicats devraient aussi réfléchir à instaurer ce contact, que ce soit à l'école ou pendant cette période transitoire entre l'école et le travail.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas nous permettre de nier le fait que le syndicalisme vieillit. Ça implique que les gens n'adhèrent pas au mouvement syndical en arrivant sur le marché du travail, ils le font plus tard. Je ne pense pas que les jeunes soient hostiles au syndicalisme, mais il faut instaurer des passerelles.

*IE: Le dernier Congrès mondial de l'IE de juillet 2001 s'est prononcé clairement en faveur de l'implication de la base dans les campagnes internationales...*

Oui, c'est vital. J'ai entendu Fred van Leeuwen décrire le phénomène du "garde-barrière". Ce qu'il voulait dire, c'est que les syndicats au niveau international ont des contacts avec un groupe restreint de personnes qui sont finalement des "initiés" en matière d'affaires internationales. J'ai le même sentiment en ce qui concerne la CISL. Ce que nous devons faire, c'est du travail international, du travail de syndicalisme national qui ne soit pas réservé à un nombre limité d'experts. Nous devons pénétrer beaucoup plus en profondeur dans les structures nationales de nos membres. Toute la logique de la mondialisation implique que c'est ce qu'il faut faire de toute façon.

Il faut que nous ciblions la communication. Nos informations doivent atteindre la base, et ne pas se limiter aux responsables internationaux et aux spécialistes. Les thèmes traités par la CISL, que ce soit les violations des droits syndicaux, les activités des multinationales etc., concernent de près les militants syndicalistes locaux. Nous devons faire passer notre message plus efficacement à notre base.